

américain

célèbre pour ses prouesses militaires au service de la dynastie de Muawiya mais peu connu pour sa maîtrise reconnue de la langue arabe, y touchera à son tour pour le fixer dans la forme vocale que nous lui connaissons.

Les ulémas n'accordent pas à ce sujet une grande importance dans la mesure où, pour eux, le classement «humain» n'a pas touché au contenu des versets et des sourates. Encore qu'une certaine hésitation persiste sur le bien-fondé du rattachement de quelques versets à la période mecquoise ou médinoise (certains ont été déplacés par le Prophète lui-même et inclus dans l'une ou l'autre des sourates révélées à Médine, et réciproquement) et que le classement par ordre de longueur lui-même n'a pas été observé comme chacun peut s'en assurer par ses propres moyens.

Toute personne qui, depuis cette époque, ouvre le Coran pour le lire en arabe ou, plus tard, dans l'une des centaines de langues dans lesquelles il a été traduit, pense qu'elle lit la parole de Dieu dans l'ordre où elle a été révélée alors que ce n'est pas vrai. Les premières sourates qui s'offrent à la lecture sont, à titre d'exemple, «al-Fatiha» (n°1), «al-Baqara» (n°2), «al-Imran» (n°3), «al-Maida» (n°4), «an-Nissa» (n°5), «al-Anâm» (n°6)... Mais dans l'ordre chronologique, la première a été révélée en 5^e position, la deuxième en 87^e position, la troisième en 89^e position, la quatrième en 92^e position, la cinquième en 112^e position et la sixième en 55^e position. Dans l'ordre de la Révélation, c'est-à-dire dans l'ordre décrété par Dieu, la 1^{re} sourate est «al-Alaq», la 2^e «al-Qalam», la 3^e «al-Muzammil», la 4^e «al-Mudhathir», la 5^e «al-Fatiha» et la 6^e «al-Massad». Or elles occupent dans le Livre saint tel qu'on le connaît les positions 96, 68, 73, 74, 1 et 111. Seules quelques sourates ont gardé leur place dans l'ordre de la Révélation et dans l'ordre du classement fait par la commission de Zeïd : ce sont «Nouh» (71) et «al-Infitar» (82). Le problème n'est pas seulement dans la numérotation ou la

position occupée par une sourate, mais dans le timing de chacune, dans les circonstances qui ont justifié ou entouré sa révélation.

Quand on modifie l'ordre chronologique, on perd nécessairement le fil des «circonstances de la révélation» («asbab

Une nouvelle Constitution comme en 1963, 1976, 1989 et 1996 ? A ce moment-là que faudrait-il y mettre pour qu'elle passe pour nouvelle ? Changer l'équilibre des pouvoirs en rétablissant le semi-parlementarisme introduit par Chadli dans la Constitution de 1989 ? Revenir sur le bicaméralisme ? Ou va-t-il s'agir d'une légère révision comme le laisse croire la lecture du document : un petit retour en arrière pour remettre là où ils étaient les deux ou trois mots qui limitaient le nombre de mandats.

an-nouzoul») qui s'est étalée sur vingt-trois ans. Cette intervention humaine sur le texte coranique ne peut pas avoir été sans conséquences sur la vision de Dieu, de l'univers, de l'histoire humaine, des autres religions et de notre regard sur les autres. En remplaçant l'ordre chronologique dans lequel il a été communiqué au Prophète par un autre, décidé par des hommes, on a forcément chamboulé cette vision. Conséquence logique : l'histoire de l'islam et des musulmans aurait pu être différente de ce qu'elle est. Mais ce n'est pas le sujet de cette contribution. Nous y reviendrons peut-être à une autre occasion

Je donne toutefois ici (à l'intention de ceux que la question intéresse et qui souhaitent peut-être connaître l'impression laissée par la lecture du Coran dans l'ordre où il a été révélé) la chronologie établie par Jamal-Eddine as-Suyûti : 96, 68, 73, 74, 1, 111, 81, 87, 92, 89, 93, 94, 103, 100, 108, 102, 107, 109, 105, 113, 114, 112, 53, 80, 97, 91, 85, 95, 106, 101, 75, 104, 77, 50, 90, 86, 54, 38, 7, 72, 36, 25, 35, 19, 20, 56, 26, 27, 28, 17, 67, 11, 12, 15, 6, 37, 31, 34, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 51, 88, 18, 16, 71, 14, 21, 23, 32, 52, 67, 69, 70, 78, 79, 82, 84, 30, 29, 83, 2, 8, 3, 33, 60, 4, 99, 57, 47, 13, 55, 76,

65, 98, 59, 24, 22, 63, 58, 49, 66, 64, 61, 62, 48, 5, 9, 110.

La Constitution américaine est un petit texte juridique mais un pas de géant pour la démocratie, comme aurait pu dire Neil Armonstrong. Conçue il y a deux siècles et demi pour quatre millions d'habitants,

elle n'a pas changé alors que leur nombre est passé à plus de trois cents millions. Adoptée par la Convention de Philadelphie le 17 septembre 1787, ratifiée en 1788 et entrée en vigueur le 4 mars 1789, c'est un texte de sept articles précédés d'un préambule de deux lignes. Vingt-sept amendements complètent ces articles. Le premier article définit le pouvoir législatif, le second le pouvoir exécutif, le troisième le pouvoir judiciaire, le quatrième les droits et obligations des Etats-membres de l'Union, le cinquième traite des amendements, le sixième de la défense de la Constitution par les élus et les fonctionnaires des Etats, et le septième du quorum des ratifications suffisant à l'adoption de la Constitution.

Les dix premiers amendements portent sur les droits des citoyens («Bill of Rights») et ont été ratifiés en 1791. Le treizième a aboli l'esclavage. Douze autres amendements ont été ratifiés tout au long du XX^e siècle dont le vingt-deuxième, proposé par le Congrès en 1947 et ratifié en 1951, a pour objet la limitation des mandats présidentiels à deux. Des quarante-quatre présidents américains, seul Roosevelt en a fait trois et est décédé au début du quatrième.

Un dicton algérien affirme que «celui

qu'un serpent a mordu a peur d'une ficelle». C'est ce sentiment qu'inspire le projet d'amendement de la Constitution engagé à la hâte à ceux que de précédentes expériences ont déçus. Bouteflika a fait avec la Constitution de 1996 ce que Boumediene a fait avec celle de 1963 : augmenter ses pouvoirs et réduire ceux des autres institutions. Que veut-il au juste, lui ou son entourage, qu'attend-il du chantier ouvert ? Une nouvelle Constitution comme en 1963, 1976, 1989 et 1996 ? A ce moment-là que faudrait-il y mettre pour qu'elle passe pour nouvelle ? Changer l'équilibre des pouvoirs en rétablissant le semi-parlementarisme introduit par Chadli dans la Constitution de 1989 ? Revenir sur le bicaméralisme ? Ou va-t-il s'agir d'une légère révision comme le laisse croire la lecture du document : un petit retour en arrière pour remettre là où ils étaient les deux ou trois mots qui limitaient le nombre de mandats. L'Algérie, ce qui reste de la génération de la Révolution, les décideurs, bref ce qu'on appelle le système est comme quelqu'un que le chemin qu'il a suivi depuis sa naissance a conduit un jour au bord d'une falaise.

Il contemple l'autre rive, la nouvelle frontière comme disent les Américains, sans avoir vraiment envie de sauter pour la rejoindre car il ne sait pas ce qu'il y a là-bas. C'est le chemin pris, l'œuvre du temps et le travail de la biologie qui l'ont mené à cet endroit, à cette bordure, non sa volonté. Il ne veut pas sauter d'une génération à une autre, de l'ancienne à la nouvelle, de la vieille mentalité à la mentalité moderne. Il préfère, à tout prendre, mourir après l'Algérie que lui survivre en la sachant entre les mains d'une autre génération.

Il préfère tomber dans le vide que sauter. Il se demande même s'il ne faut pas tuer l'Algérie pour l'emmener avec lui comme ces anciens pharaons qui emportaient dans leur trépas leurs femmes et leurs serviteurs pour les servir dans l'autre vie.

N. B.

Habib Réda et ses souvenirs

Il y a exactement un an, le 29 mai 2013 décédait mon ami Mohamed Hattab plus connu sous le pseudonyme de Habib Réda, son nom de scène. Artiste de talent durant la décennie précédant le déclenchement de la Révolution, il allait révéler des qualités rares de militant, moussebel et fidaï pendant la lutte de Libération.

A l'époque je n'avais suivi ses exploits que par la presse, mais lorsque, après 1958, les condamnés à mort graciés furent transférés en France et répartis entre différentes prisons, Habib Réda et d'autres compagnons furent incarcérés à Lille. C'est alors que le Comité de détention de la prison de Loos-les-Lille transmet à la Fédération de France du FLN, la liste des nouveaux arrivants pour les prendre en charge par le biais des «Comités de soutien aux détenus (CSD)». Pour ma part je retrouvais les noms des Algérois qui ne m'étaient pas inconnus et me réjouissais que la Fédération de France puisse, en fonction des circonstances, leur venir en aide.

Après l'indépendance, je ne pouvais me passer d'évoquer cette période avec mon ami pour confronter nos souvenirs, lui, comme détenu, et moi depuis l'extérieur des

murs de la prison dont les échos parvenaient au Comité fédéral par les rapports des avocats du Collectif.

Le texte ci-après reflète nos entretiens des 22 mai et 25 juin 1984 au 5, rue Ali-Boumendjel à Alger et celui du 6 janvier 2012 à Dely Ibrahim où Habib Réda, déjà très affaibli par la maladie, était soigné par des membres fidèles de sa famille.

Par respect pour la mémoire de ce grand homme, et pour contribuer à préserver la vérité quotidienne des militants du FLN authentique, il a paru aujourd'hui utile, trente ans après leur enregistrement, de publier ces témoignages rendant compte des sacrifices, non seulement de Habib Réda mais de tous ses compagnons, héros anonymes, que lui de son vivant n'avait jamais oubliés, et que notre Histoire officielle ne saurait occulter.

Entretien du 22 mai 1984

Pour mon activité au sein du FLN et spécialement au cours de la «Bataille d'Alger», j'ai fait l'objet de 5 procès au cours desquels j'ai été : 1) condamné à 20 ans de prison, 2) condamné à 3 ans de prison, (dans l'affaire des photographes), 3) condamné à mort

(deux fois). Au cours des 5 procédures, j'ai été défendu par Maître Yves Gonon avocat à Alger, qui a soutenu des militants du FLN tout au cours de la guerre et avait – je crois – sollicité la nationalité algérienne après l'indépendance. J'ai été détenu dans plusieurs prisons d'Algérie. Par la suite graciés, nous étions une centaine de condamnés à mort, entre 105 et 110 si je m'en souviens bien, nous fûmes transférés de Barberousse (aujourd'hui Serkadji) à Maison-Carrée (El Harrach) puis à Berrouaghia, de nouveau à Maison-Carrée puis finalement en France. Ces décisions de transfert en France ont été prises, semble-t-il, par Michelet (ministre français de la Justice à l'époque) qui craignait à juste titre que les ultras d'Algérie profitent de cette période de trouble pour nous liquider dans les prisons où nous étions à leur merci. Avec environ 80 de nos frères condamnés à mort graciés, nous sommes donc incarcérés à Loos-les-Lille dans le nord de la France.

Dès notre arrivée (durant les premiers mois de 1961 si j'ai bonne mémoire) le Comité de détention du FLN qui nous réserve un accueil des plus fraternels, nous explique que les détenus FLN bénéficiaient

Par Ali Haroun.



du régime «A», ce qui leur permet de nous accueillir dans de si bonnes conditions. A cette époque, le Comité est dirigé par deux cadres : Cherid (qui sera plus tard médecin) et un militant originaire de Guelma dont je ne me souviens plus du nom. La vie à l'intérieur

Suite en page 8